

Technicienne ou technicien en droit, classe nominale

Numéro	Renseignements généraux
28310SRS04004028-MN	
Ministère ou organisme	
Ministère de la Justice	
Région	
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Corps-classe d'emplois	
283.10 - Technicien en droit	
Catégorie d'emplois	
7 - Emplois techniques	
Période d'inscription	
Du 2023-11-10 au 2023-11-24	
Domaine d'emplois	
Justice et protection du public	



La fonction publique du Québec applique des [mesures d'accès à l'égalité en emploi](#) à l'intention des femmes, des membres des minorités visibles et ethniques, des personnes handicapées, des anglophones et des Autochtones.

TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN DROIT, CLASSE NOMINALE (283-10)

Processus de sélection - Recrutement : 1 emploi régulier à pourvoir

Profitez de l'occasion qui vous est offerte de travailler au cœur du système judiciaire québécois et de contribuer à une mission noble ayant un impact réel dans la vie des citoyens.

Ministère de la Justice : Le ministère de la Justice est à la recherche de candidates et de candidats en vue de pourvoir à un emploi régulier de technicien en droit, classe nominale dans la région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. L'emploi se situe au point de service de Havre-Aubert au 405, chemin d'En Haut à Havre-Aubert.

L'entrée en fonction est prévue au début décembre 2023.

Le ministère de la Justice du Québec a pour mission de favoriser la confiance des citoyens et le respect des droits individuels et collectifs par le maintien au Québec :

- D'un système de justice qui est à la fois accessible et intègre;
- De la primauté du droit.

Pour réaliser sa mission et sa vision, le Ministère s'appuie sur les valeurs de l'administration publique, particulièrement sur le respect, l'intégrité et l'équité :

- Le respect à l'égard de toutes les personnes avec qui il interagit;
- L'intégrité dans l'exercice de ses fonctions;
- L'équité dans la réalisation de ses interventions.

À ces valeurs s'ajoute celle de l'engagement. Cette valeur traduit la volonté des membres du personnel du Ministère de consacrer tous leurs efforts vers l'atteinte des objectifs de l'organisation et d'agir de façon responsable, en tenant compte de toute l'autonomie qui leur est accordée dans le cadre de leurs fonctions.

Attributions : La personne titulaire de l'emploi effectue divers travaux techniques liés à des activités juridiques et judiciaires principalement en matières civile, criminelle, pénale et jeunesse. À ce titre, elle peut être appelée à :

- Recevoir les différentes procédures déposées par la clientèle, en analyser la conformité en déterminant la juridiction applicable et la nature du recours. En cas de refus des procédures, expliquer au citoyen les raisons;
- Assister et diriger le citoyen dans l'achèvement des procédures et remplir les formulaires requis pour le traitement de la demande ou le cheminement du dossier;
- Traiter toutes demandes relatives aux dossiers selon la matière applicable, et ce, afin d'assurer un soutien et un accompagnement aux citoyens en matière de justice;
- Agir comme personne-ressource auprès des intervenants et de la magistrature;
- Analyser les requêtes et déterminer la recevabilité de différentes demandes ou procédures, conformément aux lois et aux règlements en vigueur;
- Effectuer divers travaux de recherche et d'analyse pour les dossiers qui lui sont confiés;
- Agir comme personne-ressource dans la vérification de la conformité de la production des documents légaux et des procédés opérationnels;
- Effectuer les entrevues en matière de petites créances et pour les mariages et unions civiles;
- Assurer la mise au rôle des dossiers afin d'assurer le bon déroulement des audiences;
- Analyser et saisir les procédures et ordonnances complexes, déterminer les actions à prendre pour le cheminement du dossier;
- Assumer les devoirs reliés à sa fonction en vertu des pouvoirs d'officier de justice qui lui sont conférés;
- Analyser les constats d'infraction et vérifier les dossiers d'infraction conformément aux exigences légales;
- Procéder à l'exécution des jugements avec condamnation à payer une amende en matière criminelle et pénale en discutant avec le débiteur;
- Analyser les réquisitions d'inscription de droits et de radiations présentées web papier ou électroniquement en conformité avec les dispositions du Code civil du Québec;
- Collaborer au développement et à l'implantation des nouveaux procédés administratifs en documentant les façons de procéder et en proposant des modifications. La personne titulaire de l'emploi peut également participer à divers comités opérationnels.

Échelle de traitement : De 39 302 \$ à 56 287\$. Pour en apprendre plus sur le Ministère et ses valeurs, visitez notre page LinkedIn : [Ministère de la Justice du Québec \(MJO\)](#).

*Le traitement de 56 287 \$ fait référence à la majoration de 102 % du traitement attribué à l'employé qui a séjourné un (1) an au dernier échelon de sa classe d'emplois et qui a obtenu un rendement satisfaisant lors de sa dernière évaluation annuelle.

*Les montants associés à l'échelle de traitement peuvent être consultés sur le site Web du [Secrétariat du Conseil du trésor](#).

Le nombre d'heures hebdomadaires pour cet emploi est de 35 heures.



Profil recherché

Exigences de l'emploi:

- Détenir un diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques juridiques ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Une personne peut soumettre sa candidature si elle est en voie de terminer la dernière année de scolarité exigée pour l'obtention du diplôme requis.

Chaque année de scolarité manquante peut être compensée par une année de scolarité pertinente de niveau égal ou supérieur à celle exigée. Le diplôme exigé peut également être compensé par un diplôme d'études collégiales (DEC) non pertinent combiné à une année d'études postsecondaire pertinente qui ne fait pas partie du DEC non pertinent.

Chaque année de scolarité manquante peut également être compensée par deux années d'expérience pertinentes aux attributions de l'emploi.

Pour être considérée, toute scolarité effectuée hors du Canada doit faire l'objet d'une évaluation comparative (attestation d'équivalence) délivrée par le [ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration](#).

- Posséder la citoyenneté canadienne, le statut de résident permanent ou un permis de travail émis par l'autorité fédérale compétente pour occuper un emploi dans la fonction publique du Québec.

Une personne en attente de la preuve de son statut de résident permanent ou d'un permis de travail peut soumettre sa candidature au présent processus de sélection. Toutefois, elle devra être autorisée à travailler légalement au Canada au moment de sa nomination.

- Avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions.

Autres exigences de l'emploi :

- La vérification des antécédents judiciaires et son évaluation, en lien avec l'emploi, sont des prérequis à l'embauche.

Tu es la personne que nous cherchons si tu possèdes ce profil :

- Bonne résistance au stress;
- Autonomie développée ;
- Bonne capacité d'analyse ;
- Sens de l'organisation.

Modalités d'inscription

Période d'inscription : Du 10 au 24 novembre 2023 à 23 h 59.

Inscription : L'inscription doit **obligatoirement** s'effectuer à l'aide du formulaire d'inscription en ligne. Pour soumettre votre candidature, vous devez cliquer sur « Poser ma candidature ». À noter que vous devez enregistrer votre dossier et cliquer sur le bouton « Soumettre » pour confirmer votre inscription au processus de sélection.

Veuillez noter qu'il est de votre responsabilité de fournir un dossier complet et détaillé. Lorsque vous aurez soumis votre candidature, les informations contenues dans le formulaire ne pourront plus être modifiées.

Afin de connaître la procédure à suivre, pour remplir et transmettre le formulaire d'inscription en ligne ou pour de plus amples informations concernant ce nouveau mode d'embauche de la Fonction publique québécoise, nous vous invitons à consulter le site du [Gouvernement du Québec](#) [en cliquant sur cet hyperlien](#).

Au terme du traitement de votre candidature, il est possible que cette offre ne soit plus accessible dans votre dossier en ligne. Par conséquent, nous vous suggérons de **conserver une copie** de cette offre pour consultation ultérieure.

Aucun curriculum vitae ne sera accepté ni aucune candidature soumise par courrier électronique.

Seules les personnes retenues seront contactées.

Ce poste est à pourvoir dans la ville suivante : Havre-Aubert

Informations sur le processus de sélection :

Mélyssa Neault
Direction de l'attraction et de la gestion des talents
equipe_ns@justice.gouv.qc.ca

Informations sur les attributions de l'emploi :

Ali Pacha
Directeur du Palais de justice de Percé et des points de service de Gaspé et Havre-Aubert
ali.pacha@justice.gouv.qc.ca

Informations sur les modalités d'inscription en ligne :

Si vous éprouvez des difficultés à postuler en ligne ou si vous croyez nécessaire d'apporter des modifications à votre formulaire pendant la période d'inscription, vous pouvez communiquer avec le Centre d'assistance en dotation pour la région de Québec, au 418 528-7157, ou ailleurs au Québec, au numéro sans frais au 1 866 672-3460.

Les heures de disponibilité du Centre d'assistance en dotation - Candidat :

Lundi, mardi, jeudi et vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30

Mercredi : de 10 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30